

Recherches sociographiques



Yvan LAMONDE, *L'histoire des idées au Québec, 1760-1960 :bibliographie des études*

Brigitte Dumas

Volume 32, numéro 1, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056590ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056590ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumas, B. (1991). Compte rendu de [Yvan LAMONDE, *L'histoire des idées au Québec, 1760-1960 :bibliographie des études*]. *Recherches sociographiques*, 32(1), 107–109. <https://doi.org/10.7202/056590ar>

femmes en politique provinciale et municipale. Pourquoi ignore-t-elle les Québécoises engagées en politique fédérale ? Elle avait pourtant soulevé cet aspect dès le chapitre premier. Mon questionnement est d'autant plus avivé que la présence féminine s'est fait sentir plus tôt, et d'une façon plus importante, au parlement fédéral qu'au salon bleu : en 1972, trois Québécoises accèdent à la Chambre des communes, alors qu'il faut attendre quatre ans pour voir plus d'une femme siéger à l'Assemblée nationale. En outre, le mouvement féministe se manifeste déjà au début des années 1970 et il s'exprime sur la participation politique des femmes. Faut-il déduire que l'auteure ne considère pas que le mouvement ait influencé l'accès de Québécoises à la Chambre basse du Canada ? En justifiant ses choix, elle aurait évité à ses lectrices et lecteurs de connaître une inconfortable incertitude.

Une deuxième réserve tient au nombre restreint de femmes retenues pour la recherche (19). Considérant l'importance numérique des élues en politique ces dernières années au Québec, cet échantillon me paraît un peu mince. L'auteure aurait pu l'accroître, par exemple, en élargissant sa stratégie de vérification à l'aide d'un questionnaire d'opinions.

Enfin, Maillé néglige un aspect qui me semble pourtant important lorsqu'on examine le rapport entre élites politiques féminines et mouvement des femmes, soit l'âge des élues interrogées. En effet, la question se pose de savoir si le mouvement féministe a exercé la même influence sur des politiciennes de générations différentes, par exemple, Christiane Pelchat (née en 1959 et élue pour la première fois en 1989) et Lise Bacon (née en 1934 et élue pour la première fois en 1973).

Mis à part ces quelques réserves, *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique* constitue un ouvrage d'un grand intérêt à plusieurs égards. Par sa nouveauté d'abord, et cela d'un double point de vue : d'une part, parce que Maillé étudie des actrices politiques jusqu'à maintenant laissées pour compte par la science politique au Québec, soit les femmes élues à l'Assemblée nationale ; d'autre part, parce qu'elle considère cette population par rapport au mouvement des femmes, perspective encore peu exploitée. Ouvrage intéressant, aussi, par l'importance des préoccupations qui le traversent. Maillé détricote les liens entre élite politique féminine et mouvement féministe au Québec, ce qui a pour effet d'alimenter l'espoir d'une plus grande sensibilité des élues aux réclamations des femmes et de guider les actions des groupes féministes. La qualité de l'analyse qu'on trouve dans ce livre, au même titre que la richesse et la présentation judicieuse des extraits d'entrevues — quoique parfois abusivement longs —, en fait une contribution importante aux études féministes québécoises.

Manon TREMBLAY

Yvan LAMONDE, *L'histoire des idées au Québec, 1760-1960 : bibliographie des études*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1989, 167 p.

Yvan Lamonde a habitué le lecteur à des travaux historiographiques de grande qualité. Sa bibliographie, *L'histoire des idées au Québec*, n'échappe pas à la règle. Nous pouvons néanmoins relever quelques lacunes.

Le but de ce livre est de reconstituer l'histoire des idées au Québec francophone selon une « périodisation » qui ne manque pas d'ambition : à un premier découpage historique correspond

une organisation thématique des idées. L'ouvrage recense « des études et non pas des sources manuscrites ou imprimées ». (P. 17.) De l'aveu de l'auteur, c'est un outil de travail sélectif; il affirme, par la même occasion, que deux principes ont présidé à sa constitution : l'exhaustivité et l'économie. On se demande toutefois comment ils peuvent à la fois servir un même objectif. De plus, l'auteur reste silencieux sur les critères qui ont justifié la sélection des titres. Il s'agit, dit-il, d'études essentielles, mais on peut s'interroger : essentielles sur la base de quoi ?

Quoi qu'il en soit, la table des matières est fort bien conçue. Elle offre le mérite de présenter des tranches thématiques relativement uniformes, malgré la diversité intellectuelle des périodes historiques. L'auteur s'attache principalement aux groupes sociaux producteurs d'idées, à certaines formes de connaissance et à leurs moyens de diffusion. Cinq chapitres sur six contiennent des travaux à caractère général en guise d'introduction. Tous abordent l'état du Québec en tant qu'observateur ou acteur de la scène mondiale. Tous abordent aussi les conditions de vie intellectuelle qu'elles soient institutionnelles ou matérielles. Cet outil bibliographique présente l'originalité d'insister sur trois aspects très souvent négligés dans d'autres ouvrages de même vocation : l'insertion sur la scène internationale de la pensée au Québec, la vitalité intellectuelle régionale et les moyens de diffusion des idées.

L'« historiographie des mouvements intellectuels au Québec (1855-1985) » vient après l'introduction, et on se demande un peu pourquoi, car les chapitres qui suivent parcourent un ordre chronologique à partir de 1760. La période 1970-1985 est la plus mal couverte puisque l'auteur oublie la contribution du mouvement intellectuel fort important que fut le marxisme tant en histoire qu'en économie et en sociologie. Cette omission est d'autant plus surprenante que le marxisme fut intimement associé à une institution d'État, l'Université du Québec, qui a remis en question les acquis d'une tradition universitaire plus libérale. De même, l'auteur néglige de mentionner la contribution du mouvement féministe à la création des idées qui ont transformé la dynamique de la vie intellectuelle au Québec. Le chapitre I, « Conquête et révolution (1760-1815) », paraît un peu avare de références sur le conflit d'interprétations des conséquences de la Conquête entre les écoles historiographiques de Laval et de Montréal. Les chapitres II et III présentent les études incontestées qui font état du pluralisme idéologique au XIX^e siècle : nationalisme, libéralisme, ultramontanisme constituant les principaux enjeux du débat idéologique. Le chapitre IV introduit deux éléments importants dans la recension des discours : la ville et l'usine. L'auteur veut bien sûr documenter les avatars intellectuels qu'ont entraînés l'industrialisation et l'urbanisation. La campagne, comme pôle de création discursive, a sans doute été abordée sous la rubrique des régions, mais, si une telle chose que l'agriculturisme a réellement existé, il aurait peut-être fallu en faire ressortir le référent réel et symbolique qu'est la campagne. Le chapitre V, « Une crise intellectuelle (1929-1945) », offre un tour d'horizon complet des principaux acteurs de ce prélude à la Révolution tranquille. Enfin, le chapitre VI, « Pour une pensée libre (1945-1960) », a dû résulter de choix difficiles, car il est hasardeux de faire un tri parmi les multiples sources d'expression de la pleine accession à la modernité. À cela, j'impute que plusieurs travaux importants de l'École de Laval principalement et de celle de Montréal en sciences sociales ne soient pas mentionnés. Il s'agit sans doute d'inclinations disciplinaires fort légitimes pour quiconque est dans « l'urgence de choisir ».

Globalement, cet ouvrage ne manquera pas de pertinence à de multiples usages, autant en pédagogie qu'en recherche, et ce, pour toutes les disciplines des sciences humaines. Il saura aussi trouver de l'intérêt auprès du néophyte qui a à faire un prélèvement dans le foisonnement intellectuel qu'a connu le Québec.

Un outil de travail procède d'intentions restreintes. Mais rien n'empêche de souhaiter voir apparaître de tels outils commentés, ne serait-ce que par l'esquisse de grandes synthèses ou par l'indication de pistes d'interprétation à suivre sur les modes de la continuité ou de la rupture, pour contribuer à l'édification au Québec de cette « conscience historique » dont les racines sont encore obscures pour plusieurs.

Brigitte DUMAS

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Fernand DUMONT et Yves MARTIN (dirs), *L'éducation 25 ans plus tard! et après?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 432 p.

J'ai la mauvaise habitude d'attaquer un livre en lisant rapidement la conclusion et la table des matières. Je n'ai pas fait exception pour celui-ci. Je me suis trouvé en présence de Paul TREMBLAY qui m'annonça que « l'autre moitié du thème *et après?*, qui donnait à penser que le colloque serait aussi l'occasion de dégager des voies d'avenir en vue de l'an 2000, n'est pas vraiment ressortie » (p. 421), les auteurs ayant préféré s'arrêter sur les questions les plus actuelles en 1990. Mon rapide survol des cinq divisions de l'ouvrage, soit la démocratie scolaire, la conception de l'éducation, quelques pratiques d'enseignement, éducation et vues d'ensemble et les perspectives, n'a pas chassé cette impression, même si certains titres ont attiré ma curiosité, notamment ceux qui insistent sur les défis, la nécessité d'une « redéfinition » ou encore d'une revalorisation des acteurs à la base.

J'ai donc abordé ce livre avec un enthousiasme mitigé. J'en suis toutefois sorti des plus emballés et en total désaccord avec ce qu'en dit Tremblay. Il y a dans ces pages non seulement des questionnements sur ce qui se fait présentement, mais aussi — je dirais surtout — une identification claire de ce qui devrait être fait d'ici l'an 2000 pour que l'éducation scolaire au Québec ne soit pas considérée comme un acte visant à transmettre des connaissances détachées de tout projet de formation des citoyens québécois de demain. Néanmoins, ces questionnements et cette identification, s'ils me rejoignent, me laissent songeur parce qu'ils oublient de prendre en considération deux réalités importantes. J'y reviendrai. Voyons d'abord ce qui suscite l'enthousiasme.

La majorité des collaborateurs ont mis le doigt sur trois problèmes majeurs qui constituent les nœuds du présent système, là où des actions concrètes s'imposent: l'accessibilité, une formation en capsules débouchant sur une « hyperspécialisation » disciplinaire et une dévalorisation de l'acte pédagogique, donc du professeur. Voilà posées de façon claire des questions percutantes. Les textes de synthèse de Robert BISAÏLON et de Monique LEFEBVRE-PINARD constituent, sous cet angle, des pièces maîtresses dont la lecture est essentielle.

Selon ces deux auteurs, l'accessibilité dont s'honore le Québec, depuis la création du ministère de l'Éducation, s'accompagne de taux élevés d'abandon qui remettent en cause l'idée